

Validation du Pack de ressources à curriculum condensé : Les cadres du ministère de l'Éducation Nationale passe en revue le document

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 16 MARS 2023

1307

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Promotion des droits de l'homme, lutte contre la corruption et la cybercriminalité

Les propositions de l'atelier sur les 4 nouvelles structures



Action humanitaire : 201 Maliens rapatriés !



Lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest : Le Canada investit environ 15,5 milliards FCFA



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 Fev.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

217

Nouveaux cas confirmés

01

Nouveaux guéris

09

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

686 361 Vaccinations incomplètes

3 198 328 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 069

Guéris

32 233

Décès

743

dont 16 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.14



P.20



/ Une /



Promotion des droits de l'homme, lutte contre la corruption et la cybercriminalité :
Les propositions de l'atelier sur les 4 nouvelles structures

P.5

/ Brèves /



Financement du terrorisme : Dioncounda Traoré donne raison à Choguel
Ségou : L'attaque du Commissariat fait deux blessés et des dommages !
Renforcement des capacités des journalistes : Une trentaine de journalistes
formés sur fact checking
Trafic Ferroviaire : La reprise du trafic ferroviaire au plan national lancée !
Justice : Finalement, Tata Rose mis sous mandat de dépôt ce mercredi !

P.11

P.11

P.12

P.12

P.12

/ Actualité /



Statut des femmes : 67^e session de la Commission sous la présidence de Wadidié
Founè COULIBALY
Validation du Pack de ressources à curriculum condensé : Les cadres du ministère
de l'Éducation Nationale passe en revue le document
Tombouctou : Les femmes ont marché main dans la main pour célébrer
leur Journée
Action humanitaire : 201 Maliens rapatriés !

P.14

P.15

P.17

P.18

/ Politique /



Processus électoral et les réformes politiques et administratives en cours au
Mali : Mieux intégrer la dimension genre
Le referendum reporté : Le délai avec la Cédéao reste

P.20

P.22

/ Culture & société /



Mois de ramadan approche : L'insoutenable cherté de la vie

P.23

/ International /



Lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest : Le Canada investit environs
15,5 milliards FCFA
La France entre déclin et décote en Afrique : Plus rien ne sera comme avant !
Migration : L'AME réclame des excuses de la part du gouvernement tunisien

P.24

P.25

P.26

/ Sport /



Thierry Henry « charmant » : Une journaliste conquise

P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations**
(AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –
Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA,
Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin
Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba
Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Services d'hôtesse et Événementiel

Spécialisée dans l'accueil en entreprise et événementiel avec des prestations d'accueil sur mesure et haut de gamme

Réactivité, disponibilité, exigence et collaboration privilégiée sont au cœur de notre philosophie.

Nous recrutons et détachons des hôtes et hôtesse selon des critères stricts de qualifications pour offrir une prestation sur mesure sur vos événements, pour toutes les missions d'accueil et bien plus...

MADOUWA

P R E S T I G E



Contact : +223 95 36 37 22



Promotion des droits de l'homme, lutte contre la corruption et la cybercriminalité

Les propositions de l'atelier sur les 4 nouvelles structures

Les rideaux de l'atelier national d'appropriation des réformes innovantes en matière de promotion des droits de l'homme, de lutte contre la corruption et de cybercriminalité sont tombés ce mercredi. Au cours des travaux, les participants ont formulé plusieurs recommandations.

L'atelier national d'appropriation des réformes innovantes en matière de promotion des droits de l'homme, de lutte contre la corruption et de cybercriminalité a porté ses fruits. Les participants ont établi les feuilles de route des directions pour l'opérationnalisation des 4 structures, à savoir le Pôle

national économique et financier ; la Direction nationale des droits de l'homme ; le Pôle national de lutte contre la cybercriminalité ; l'Agence de recouvrement et de gestion des avoirs saisis ou confisqués. Les dites feuilles de route ont été lues devant le représentant du ministre de la Justice et des Droits de

l'Homme, à la clôture de l'atelier. Dans son discours de clôture, le secrétaire général du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Dr Boubacar Sidiki Diarra a affirmé que l'atelier a atteint les objectifs assignés. « **Le bilan du présent atelier est élogieux si nous prenons comme baromètre**



tre d'évaluation le degré de participation, de Kidal à Bamako, toutes les régions ont été représentées, la qualité des experts intervenants, la pertinence et l'actualité des thématiques abordées, basée plutôt sur une approche empirique que conceptuelle, l'affluence, pour un atelier prévu pour cent personnes (100), on a enregistré environ cent cinquante (150), l'engouement suscité, l'assiduité, malgré les contraintes de calendrier des participants, et la satisfaction du public cible ayant pris part aux travaux », a-t-il laissé entendre.

Au-delà de l'élaboration des feuilles de route pour l'opérationnalisation des 4 structures, l'atelier a formulé des recommandations jugées pertinentes. « Les pertinentes recommandations sorties de vos échanges, avec la contribution des experts nationaux, des éminentes personnes-ressources, des praticiens avérées constituent, incontestablement, une boussole pour le Département, comme l'avait souligné le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Monsieur Mamoudou KASSOGUE, à l'ouverture du présent atelier », a indi-

qué Dr Diarra qui a ajouté : « Qu'il s'agit des questions relatives à l'acquisition de sièges pour les nouvelles structures, à leur équipement en matériel et logistique, à la nomination et à la formation du personnel ou de celles ayant trait à d'autres mesures d'accompagnement, le Département se fera le devoir de les examiner dans les meilleurs délais afin de donner des réponses adéquates permettant l'opérationnalisation de toutes les structures concernées ».

Pour Dr Boubacar Sidiki Diarra, la tenue de cette rencontre permettra, sans nul doute, une opérationnalisation sereine et rationnelle des nouvelles structures grâce à l'apport de vous tous. « Je rappelais lors de la cérémonie d'ouverture du présent atelier que les réformes ne valent que par l'application qu'en font les acteurs, d'où l'impérieuse justification de la tenue du présent atelier qui a permis aux acteurs concernés de s'approprier, de dresser des feuilles de route, et de disposer d'orientation nécessaire à la réussite desdites réformes.

Il n'est nul besoin d'indiquer que tout changement mérite d'être accompagné par le renforcement des capacités », a-t-il promis.

Anguimé Ansama



Malick Konate



#Mali : Le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga effectuera une visite demain jeudi 16 mars 2023 dans la région de Mopti.

Dans une lettre circulaire de l'académie d'enseignement de Mopti, il est demandé aux établissements d'enseignement secondaire général, normal, technique et professionnel ainsi que les seconds cycles de l'enseignement fondamental de Mopti et Sevaré de mobiliser les éco-liers afin d'accueillir l'hôte du jour.

#Bèki_Takè

MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE MOPTI
Tel : 21420155/21420883
Fax : 21420544
Email : academie@education.mli

REPUBLIQUE DU MALI
L'N Peuple - L'a Bùt - L'a Foi

Lettre N 2023-0045 /AEMOPTI

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE MOPTI

A

MESSIEURS

- LE DIRECTEUR DU CENTRE D'ANIMATION PEDAGOGIQUE DE MOPTI ;
- LES CHEFS D'ETABLISSEMENTS DES ENSEIGNEMENTS NORMAL, SECONDAIRE GENERAL, TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL DE MOPTI ET SEVARE.

Objet : Accueil de Monsieur le Premier Ministre à Mopti

Dans le cadre de la cérémonie solennelle de lancement du document de Stratégie de Stabilisation des Régions du Centre, il est créé une commission régionale d'organisation de la visite du Premier Ministre à Mopti.

Pour réserver un accueil populaire et chaleureux au Premier Ministre, son Excellence Choguel Kokalla MAÏGA, l'Académie d'Enseignement de Mopti assure la mobilisation des établissements d'enseignement secondaire général, normal, technique et professionnel ainsi que les seconds cycles de l'enseignement fondamental de Mopti et Sevaré.

A cet effet, je vous invite à vous rendre sur les lieux de regroupement des établissements scolaires **le jeudi 16 mars 2023, à 08H00**, comme suit :

- Étape de Sevaré :
 - Le carrefour du Camp de l'Armée de l'Air pour le Lycée Moderne de Sevaré, CEFOTESK, Banguétaba 2 et les Flamboyants ;

- Le carrefour du Motel de Sevaré pour le Lycée Hammadou DICKO, Lycée Technique public de Sevaré, Lycée Privé Franco Arabe et Second cycle de Daroul Hadiss et les seconds cycles de Bocari OUOLOGUEM ;
- Le Rond-Point de l'Eglise Catholique de Sevaré pour l'ITFP de Sevaré, Lycée Privé Elmoctar et les seconds cycles de Socoura,
- L'axe Bavaria - Zeina Café pour l'ITFM YAB, le Complexe Scolaire Lassana SAMASSEKOU de Sevaré, les seconds cycles de Banguétaba 1, Idrissa SOW et la Tolérance ;
- Le carrefour de ATTBougou pour le Lycée privé Elmoctar Annexe, les seconds cycles de ATTBougou et de Tiéba.

Étape de Mopti :

De la rentrée de Mopti jusqu'à l'hôtel « Le CAMPMENT » pour tous les établissements secondaires et les seconds cycles de l'enseignement fondamental (publics et privés).

Vu l'importance de la visite du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition à Mopti, je vous saurais gré des dispositions nécessaires que vous ferez prendre pour la participation active de vos établissements scolaires respectifs.

AMPLIATION

- Président Sous-Commission accueil et mobilisation sociale.

Mopti, le 13 mars 2023
Le Directeur de L'Académie

Daouda DOUMBEA
PPESG

#Mali : « Je suis au regret de vous notifier l'impossibilité de mettre la salle de conférence de la Maison de la Presse à votre disposition pour y tenir votre conférence de Presse prévue le jeudi 16 mars 2023 à 15Heures. »

#Bèki_Takè

MAISON DE LA PRESSE DU MALI

Bamako, le 15 mars 2023

Le Président de la Maison de la Presse du Mali

A

Monsieur le coordinateur général de la Coordination des Organisations de l'Appel du 20 février 2023 pour sauver le Mali.

Bamako

N° 00015 CP-MP

Objet : Réponse à la lettre sans numéro, sans adresse. Objet : Réservation de salle.

Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre citée en objet. Je suis au regret de vous notifier l'impossibilité de mettre la salle de conférence de la Maison de la Presse à votre disposition pour y tenir votre conférence de Presse prévue le jeudi 16 mars 2023 à 15heures.

Cette décision s'explique par votre refus de collaborer à la recherche de solution à la réparation immédiate de la salle suite aux saccages provoqués lors de votre dernière rencontre dans la salle commune.

Elle s'explique aussi par les mesures de prudence prises par la Maison de la Presse pour sécuriser ses installations.

En outre, nous sommes surpris de votre décision d'annoncer dans un communiqué rendu public le mardi 14 mars 2023 dans la soirée, la tenue de votre conférence à la Maison de la Presse sans notre accord préalable.

En espérant sur votre bonne compréhension, veuillez agréer, Monsieur le Coordinateur général de la Coordination des Organisations de l'Appel du 20 février 2023 pour sauver le Mali, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président
El Hadi Baniougou DANTE

Révisé à 15 mars 2023 par M. Abdoulaye TRAORE. Tel: 73 24 66 41

#Mali - #Appel20Fevrier : « informe la Presse nationale et internationale que la Conférence se tiendra à une date ultérieure. »

#Bèki_Takè

LA COORDINATION DES ORGANISATIONS DE L'APPEL DU 20 FEVRIER 2023 POUR SAUVER LE MALI

La coordination à l'honneur d'informer l'opinion publique qu'à moins de 24 heures de la tenue de sa Conférence de Presse, la Maison de la Presse vient de lui être refusée, suivant lettre du Président de la faitière, quand bien même que l'accord de principe avait été obtenu avec l'administrateur des lieux.

Faisant économie des arguments du refus qui ne reposent que sur du dilatoire, informe la Presse nationale et internationale que la Conférence se tiendra à une date ultérieure.

La Coordination présente ses excuses et sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako le 15 mars 2023
Pour la Coordination
Le Coordinateur Général

Coordination des Organisations Appel du 20 Février Pour Sauver le Mali Tel: 74 89 15 51 / 65 91 24 01

Check Mohamed Chérif KONE
Magistrat
Chevalier de l'Ordre National.

#Mali - #Justice : Mme Sidibe Rokiatou Doumbia communément appelée Tata Rose ou Mme Combattre la vie chère, interpellée depuis avant-hier par le 5ème arrondissement de Police, vient d'être mis sous mandat de dépôt par le parquet de la commune IV du district de Bamako pour « Incitation à la révolte, trouble à l'ordre public par usage des TICS ». #Bèki_Takè



■ SIKA Finance



En #Cotedivoire, la Banque mondiale lance un programme de recrutement de jeunes statisticiens pour le compte l'INS, l'institut national de la statistique.



■ Kassoum Thera



C'est fait le Mali possède désormais une usine d'assemblage d'ordinateurs, de tablettes et de

téléphones portables Danew Talla electronics. D'ailleurs selon des sources proches des promoteurs c'est la première fois qu'un pays d'Afrique de l'ouest installe une usine similaire de montage d'ordinateurs et de tablettes. A termes ce sont des milliers d'emplois qui seront créés à travers ce projet et les initiateurs projettent de conquérir le marché africain de l'électronique à travers le Mali L'inauguration de l'usine est prévue pour bientôt



■ Renouveau FM/TV



#Gao

Le mardi 14 Mars 2023, des combats ont opposé des éléments du #Gatia à une centaine de motos de terroristes de l'#EIGS aux environs de 14 heures dans la localité de Akardouwas, dans la commune de Inchawadji à une cinquantaine de kilomètres de Gao.

Après 4h de combat, le bilan est de 4 combattants et dix civils tués. Un véhicule équipé de 12.7 a été également brûlé.



■ Ouverture Média - OM



OM INFO : Urgent / #derniereminute

Les policiers du Commissariat du 2ème arrondissement de Ségou viennent de repousser une attaque aux environs de 21h30 avec un bilan provisoire de :

- Côté Ami : 02 policiers blessés, des dommages sur le véhicule,
- Côté Ennemi : 01 assaillant arrêté.

Le ratissage est en cours dans le quartier "Sido Sounikoura" où se sont repliés les terroristes.

#FAMA
A suivre !



■ Mahamadou Diakite



Depuis hier, la Côte de popularité de BATH ne cesse de grimper en flèche avec puissance !!!

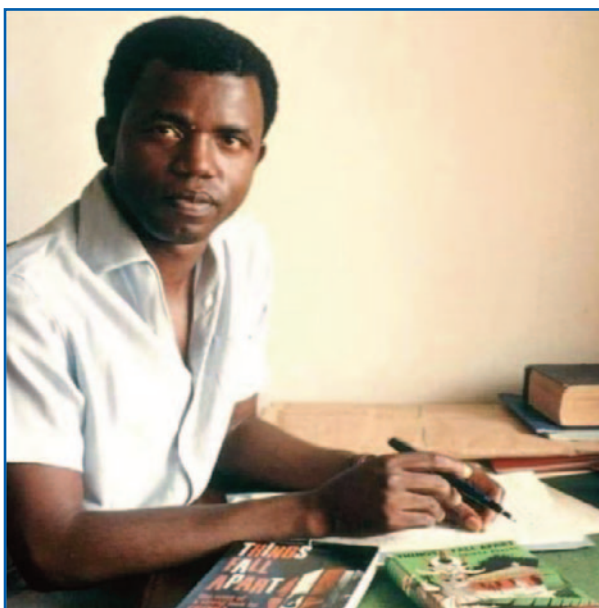
■ Les Disques de Papa



Chinua Achebe chez lui à Enugu, Nigeria 1959
Il est l'un des auteurs les plus acclamés d'Afrique et considéré par certains comme le père de la littérature africaine moderne. Ses premiers romans, dont les révolutionnaires *Things Fall Apart* (1958) et *No Longer at Ease* (1960), décrivent de manière poignante les effets du colonialisme européen sur la société Igbo, le Nigeria et les nations africaines nouvellement indépendantes.

Il a enseigné à l'Université du Nigéria, Nsukka (1976-81), et a été rédacteur fondateur (1971) de la revue influente *Okike*. Achebe est revenu à la forme romanesque avec *Anthills of the Savannah* (1987). Il a également écrit de nombreuses nouvelles, des livres pour enfants et un livre d'essais, *Home and Exile* (2000), reflétant sa maturité et celle de sa nation.

Source One Afrique



■ Macky Sall



J'ai reçu ce jour Mme Urza Zeya, Sous Secrétaire d'Etat américaine à la sécurité civile, à la démocratie et aux droits de l'homme. Nous avons échangé sur le partenariat sénégal-américain dans tous ces domaines ; partenariat solide et confiant.

■ Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation - Mali



Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, le Colonel Abdoulaye MAÏGA, a animé ce vendredi 10 mars 2023, une conférence de presse sur le report du référendum, la réorganisation territoriale et la carte d'identité nationale biométrique sécurisée. C'était dans les locaux de son département, en présence de Madame le Ministre Délégué auprès du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et institutionnelles, Madame Fatoumata DICKO.





L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

Financement du terrorisme : Dioncounda Traoré donne raison à Choguel



Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga est le premier officiel de la transition à dénoncer le soutien apporté à certains terroristes par des Etats puissants. Cette accusation longtemps restée peu commentée par d'autres responsables politique vient d'être soutenue par Dioncounda Traoré, l'ancien président de la transition de 2012. Selon l'ancien chef d'Etat, certains pays qui disent soutenir le Mali apportent des appuis importants aux groupes terroristes inconsciemment ou sciemment. La question que certains se posent est de savoir pourquoi l'ancien président est resté silencieux longtemps sur ce drame. C'est peut-être une réponse indirecte au président français Emmanuel Macron qui s'est attaqué à la classe politique malienne récemment à la veille de son voyage en Afrique. Dioncounda est en effet un membre du parti politique l'Adema PASJ qui a gouverné le Mali pendant les trente dernières années. Quoiqu'il en soit, l'ancien président donne raison à Choguel Maïga qui répète très souvent la complicité entre des groupes terroristes et des puissances étrangères. Dioncounda n'a pas cité la France, mais il a parlé de certains pays arabes et leurs partenaires occidentaux.

Quant à Choguel, il a toujours été constant dans les accusations contre la France qui a soutenu clairement des groupes armés qui ont ouvert les hostilités en 2012. Les ex-rebelles ont été financés par des sources de financement français. On se souvient des passages de représentants de groupes armés sur les plateaux de télévision français. Des universitaires, des ONG et des diplomates français ont soutenu ces rebelles qui ont annoncé une alliance avec les groupes terroristes du nord du pays. Choguel et son gouvernement ont porté cette affaire au-devant du Conseil de sécurité des Nations Unies. La réunion que le Mali demande depuis plusieurs mois pour porter à la face du monde les preuves de l'implication de la France auprès des groupes terroristes n'arrive toujours pas à avoir lieu en dépit de l'insistance des autorités. Une partie des preuves de l'Etat malien a rendue publique. Il y a par exemple des incursions d'avions français et notamment le largage de colis en faveur des terroristes sans oublier le transport de chefs terroristes blessés dans la nuit entre le Mali et le Niger voisin.

La position de Choguel est constante au sujet de l'implication de pays étrangers dans le financement du terrorisme. Dans son livre paru en 2018 sur la crise malienne, il a souligné le plan français visant à diviser

Ségou : L'attaque du Commissariat fait deux blessés et des dommages !



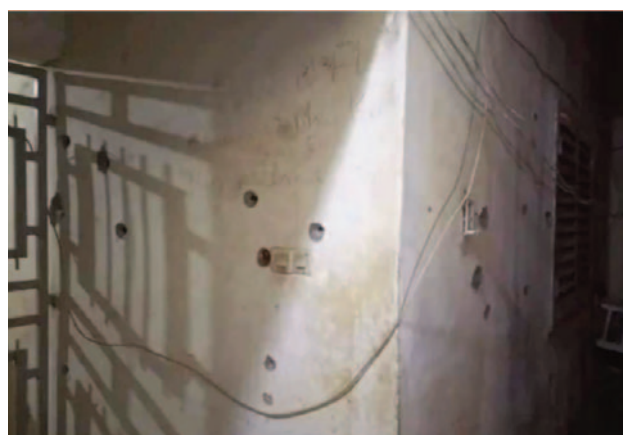
Le Commissariat du 2ème arrondissement sis dans le quartier Hamdallaye de Ségou a fait l'objet d'attaque d'individus armés non encore identifiés. L'incident s'est déroulé ce lundi 14 mars 2023 aux environs de 21 heures 30 minutes. Selon des sources locales, les assaillants arrivés à bord d'un pick-up blanc auraient ouvert le feu sur ledit commissariat. Les forces de l'ordre étant sur leur garde, ont répondu tout en rebroussant l'ennemi.

Cette attaque a été confirmée sur la page Facebook des Forces Armées Maliennes «Les policiers du Commissariat du 2ème arrondissement de Ségou viennent de repousser une attaque aux environs de 21h30 avec un bilan provisoire de :- Côté Ami : 02 policiers blessés, des dommages sur le véhicule, - Côté Ennemi : 01 assaillant arrêté. Le ratissage est en cours dans le quartier "Sido Sounikoura" où se sont repliés les terroristes. ». Nous souhaitons prompt rétablissement aux blessés.

Nous demandons aux forces de défense et de sécurité ainsi qu'aux paramilitaires d'être très vigilants et de ne pas baisser la garde.

Nous y reviendrons !!!

Bouba/Malijet.com



le Mali. Depuis cette date, Choguel est devenu la bête noire de l'ancienne puissance coloniale dont le représentant diplomatique ne voulait pas de sa nomination comme Premier ministre en 2021.

Soumaïla Diarra / Source : Le Pays

Renforcement des capacités des journalistes : Une trentaine de journalistes formés sur fact checking



La Maison de la presse a servi de cadre pour l'atelier de formation des journalistes sur les principes fondamentaux du journalisme, l'éthique et la déontologie du métier et la lutte contre la désinformation. Elle a été financée par l'Union européenne à travers le consortium afin de permettre aux participants de s'engager résolument dans la lutte contre la mauvaise pratique.

Durant trois jours, les journalistes ont été suffisamment outillés par des professionnels de média Assane Koné, David Dembélé et Yalcoué qui ont assuré la formation.

Le thème de la première journée portait sur "les principes fondamentaux, l'éthique et la déontologie du métier", exposé par Assane Koné, qui a édifié l'assistance par la clarté de son exposé. Il a fait ressortir les droits et devoirs des journalistes au Mali, qui permettra aux participants de mieux faire leur travail sur le terrain et sur les différentes questions. Il a exhorté les assistants à s'engager dans la lutte, pour améliorer non seulement les conditions des journalistes du Mali, mais également pour atteindre l'objectif assigné par l'atelier. Il s'agit de dire la vérité rien que la vérité en protégeant les sources d'information.

La deuxième journée a été l'occasion de décortiquer la désinformation, la mésinformation et mal information (fake news et fact checking), les outils à utiliser pour pouvoir identifier le vrai du faux. Cette thématique a été développée par David Dembélé.

Il a mis l'accent sur les réseaux sociaux qui détruisent à petit feu les médias classiques. Aujourd'hui, nous assistons à toutes sortes d'informations sur les nouvelles techniques qui n'obéissent à aucune règle du métier. Actuellement n'importe qui peut se permettre de mettre les fausses informations sur les différents réseaux sociaux. A cet effet, les participants ont été outillés pour leur faciliter la tâche d'identifier le fake news. Avec ces outils, ils peuvent vérifier les vidéos, les images et même les articles pour établir leur authenticité.

L'investigation d'une vidéo d'un journaliste a été projetée à l'assistance pour inciter les participants à respecter les règles du métier. Cette vidéo a mis fin à la session de formation. Elle a été clôturée par l'administrateur délégué de la Maison de la presse Mahamadou Talata Maïga.

M.Maïga n'a pas manqué d'inviter les jeunes à travailler avec assiduité

Trafic Ferroviaire : La reprise du trafic ferroviaire au plan national lancée !



Sur instruction du ministre des Transports et des Infrastructures, Mme Dembélé Madina Sissoko, une mission d'information et de sensibilisation a pris le départ dans la matinée du jeudi dernier (9 mars 2023) à la gare ferroviaire de Bamako. A bord de la locomotive CC 2207, la délégation a fait le trajet Bamako-Kayes afin d'informer et sensibiliser les populations et les autorités des localités riveraines par rapport à la relance imminente du trafic ferroviaire national.

Des escales étaient ainsi prévues dans toutes les gares le long de la voie ferrée. Et la sensibilisation commence déjà à porter ses fruits. «C'est une gestion saine qui va pérenniser ce trafic ferroviaire. Donc, nous devons tous prendre les billets sans népotisme ni de favoritisme », a déclaré un leader communautaire. La preuve que la prise de conscience par rapport à la responsabilité collective pour relever ce défi est amorcée.

Source : Le Matin

Justice : Finalement, Tata Rose mis sous mandat de dépôt ce mercredi !

Depuis le lundi 13 mars 2023, l'activiste de la société civile Mme Sidibé Rokiadou Doumbia dite Tata Rose a été interpellée par les limiers du commissariat du 5e arrondissement sis à Lafiabougou. Elle est reconnue pour son combat contre la vie chère. Beaucoup d'encres ont coulé. Finalement, elle a été placée sous mandat de dépôt ce mercredi 15 mars 2023 par le tribunal de grande instance de la commune IV du district de Bamako pour « Incitation à la révolte, trouble à l'ordre public par usage des TICs ». Elle a été conduite à la prison pour femmes de Bollé sise à Yirimadio. Son jugement aura lieu le 14 juin 2023.

Affaire à suivre...

Bouba/Malijet.com / Source : Malijet

pour assurer la relève des anciens. Il est important de noter que des formations similaires se déroulaient au même moment dans les régions de Mopti, Kayes et Sikasso.

Korotoumou Doumbia / Source : Mali Tribune



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quelles sont les relations de collaboration entre l'OCLEI et les autres structures ?

Le décret n°2015-0719/P-RM du 9 novembre 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite, en son chapitre IV, articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30, définit les relations de l'OCLEI avec les structures de contrôle et autres acteurs.

Article 25 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite reçoit, à sa demande, tous les rapports d'activités et d'audits des structures de contrôle et de supervision, et toutes autres informations communiquées par les autres structures, les organes de poursuites et les officiers de police judiciaire, nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Article 26 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut également demander aux administrations, institutions et organismes publics ou privés ou à toute personne physique ou morale de lui communiquer tout document ou information qu'il juge utile pour la détection des faits d'enrichissement illicite.

Article 27 : Les autres structures saisies sont tenues de déférer à toutes les injonctions ou instructions émanant de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite dans le cadre de

la prévention et de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 28 : Tout refus délibéré de communiquer ou de mettre à disposition les éléments d'informations ou les documents requis constitue une infraction d'entrave à la justice.

Article 29 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut demander aux structures de contrôle, de détection ou de répression, des audits ou enquêtes dans leurs secteurs d'activités.

Article 30 : Il peut procéder ou faire procéder, auprès de toutes personnes ou structures, publiques ou privées, à des opérations d'investigations pour les faits susceptibles de constituer un acte d'enrichissement illicite.

Statut des femmes : 67^e session de la Commission sous la présidence de Wadidié Founè COULIBALY

Le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Wadidié Founè COULIBALY participe à la 67^e session de la Commission sur le statut des femmes qui se tient du 6 au 17 mars 2023. Avec comme thème « L'innovation, l'évolution technologique et l'éducation à l'ère numérique pour réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », cette rencontre réunit 201 représentants de pays et d'organisations internationales, dont trois présidents, deux vice-présidents, deux Premiers ministres, six vice-Premiers ministres, 117 ministres et 16 vice-ministres...



La Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) est le principal organe intergouvernemental mondial dédié exclusivement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La CSW est une commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) créée par la résolution 11(II) du Conseil du 21 juin 1946. Elle joue un rôle important dans la promotion des droits des femmes. Elle reflète la réalité vécue par les femmes dans le monde entier et contribue à l'établissement des normes mondiales relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

A cette 67^e session de la CSW, le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Wadidié Founè COULIBALY, a partagé ses expériences pour promouvoir la participation des femmes et des filles dans le

processus mondial de transformation numérique.

Pendant son intervention, WADIDIE Founè COULIBALY, s'est félicité de la tenue de cette 67^e session de la Commission de la Condition de la Femme et la pertinence du thème choisi avant de rappeler que ces travaux se déroulent dans un contexte marqué au Mali par la gestion de la crise politico sécuritaire profonde. Ce qui lui fera dire que les actions des autorités de la transition s'inscrivent dans le cadre d'une sortie de crise afin de permettre un développement harmonieux.

Ainsi, elle a évoqué la création d'un département ministériel qui coordonne l'Action du gouvernement dans le cadre de la Politique Nationale et du Plan Stratégique National des Technologies de l'Information et de la Communication.

Elle a particulièrement souligné que le Mali a

obtenu de nombreuses réalisations dans la promotion de l'égalité des sexes. Elle a cité entre autres, l'Agence de Gestion du Fonds d'Accès Universel ; l'Agence des Technologies de l'Information et de la Communication ; la Société Malienne de Transmission et de Diffusion.

A ses dires, plus 241 femmes évoluent dans le domaine des TIC dans l'administration publique malienne, soit 26,82% du personnel informatique de l'Etat.

De plus, le chef du département de la promotion de la femme a précisé que, des projets sont initiés en vue de parvenir à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et filles à travers les Techniques de l'Information et de la Communication. De ce fait, elle a évoqué le projet « BUY FROM WOMEN » ou « acheter auprès des femmes » qui est un système d'information au service des femmes agricultrices.

Le nombre d'inscrits est de 1 422 agricultrices, 35 coopératives, 20 fournisseurs, 22 transformatrices d'aliments et 1 596 acheteurs.

Ensuite, elle a ajouté que le projet Centre d'Accès Universel a formé, financé et équipé en ordinateurs, mobiliers de bureau, en panneaux solaires et batteries des dizaines de femmes ; de même que le projet Case WIFI qui a équipé 100 écoles en tablettes avec des applications éducatives accompagnées de tout l'équipement nécessaire.

Dans la même veine, Mme Wadidi Founè COULIBALY, a énoncé « le projet 50 Millions de femmes ont la parole » qui est une plateforme numérique interactive pour les femmes dans le cadre des affaires avec 2026 femmes entrepreneures inscrites, le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant et le Projet Appui à l'Autonomisation Economique de la Femme dans la Filière Karité qui financent des activités de formation aux Technologies de l'Information et de la Communication à l'endroit des femmes et filles pour leur autonomisation ; la dotation de plus de 20 000 étudiants en ordinateurs portables.

De fait, elle a indiqué qu'on dénombre plus de 27 000 femmes et filles concernées par les activités de formation et/ou d'équipement depuis 2021.

Cependant, elle a souligné que le Mali connaît des défis à savoir, l'accès aux outils des Technologies de l'Information et de la Communication ; l'accès à internet ; l'accès aux sources d'énergie ; le déficit de culture dans l'utilisation de ces technologies ; la situation sécuritaire qui provoque la destruction des installations numériques par des terroristes. « Toute chose qui réduit l'accès des femmes et des filles au numérique », a-t-elle déploré.

« **Pays des Hommes debout, le Mali reste engagé auprès des autres pays pour que le numérique puisse contribuer à parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles** », a conclu Mme Wadidi Founè COULIBALY.

■ Maffenin Diarra

Validation du Pack de ressources à curriculum condensé : Les cadres du ministère de l'Éducation Nationale passe en revue le document

L'hôtel de l'Amitié de Bamako a servi de cadre, le mercredi 15 mars 2023 pour la cérémonie d'ouverture des travaux d'un atelier de validation et de formation des cadres des ministères de l'Education des pays du Sahel en compétence pour la condensation curriculaire. La cérémonie d'ouverture de cet important atelier était placée sous la présidence de Mme Sidibé Dédéou Ousmane, ministre de l'Education Nationale. On notait la présence de l'ambassadeur de l'Union Européenne, Bart Ouvry, du Directeur de l'Unesco BIE, Ydo Yao et de plusieurs personnalités invitées pour la circonstance.



L'objectif de cet atelier était la validation du Pack de ressources à curriculum condensé et aussi à renforcer les capacités des spécialistes et responsables des ministères de l'Education, notamment à la mise en œuvre de processus de condensation curriculaire avec l'aide du "Pack de ressources" du BIE en vue de leur autonomisation dans le domaine de l'approche curriculaire. Il est important de souligner que cet atelier, qui sera un tremplin pour la validation du Pack de ressources à curriculum condensé, durera du 15 au 17 mars 2023.

La spécificité de cette activité, c'est son orientation sur la thématique de condensation curriculaire. Cette thématique est d'actualité. En effet, suite à la pandémie de COVID-19, beaucoup d'écoles ont été fermées ; et cela a sérieusement affecté l'exécution correcte des programmes scolaires, conçus pour une durée d'apprentissage de 9 mois dans de nombreux contextes. La crise sécuritaire dans certains de nos pays a eu les mêmes conséquences. Des stratégies d'apprentissage à distance ont été mises en œuvre, variant d'un pays à l'autre, visant à maintenir l'apprentissage. Cette si-



tuation a particulièrement touché les apprenants de nos pays du Sahel où les couches à faible revenu constituent des franges importantes des populations.

Dans son discours d'ouverture, le ministre de l'Education Nationale a saisi cette occasion pour faire savoir que cet atelier constitue une occasion d'enrichissement mutuel entre les différents pays du Sahel. «En effet, au moment où les systèmes éducatifs de beaucoup de nos pays sont ébranlés par la crise sécuritaire, la pandémie de COVID-19 a surgi brutalement avec un impact considérable sur l'éducation, en particulier les programmes d'études et l'apprentissage, produisant la plus grande crise éducative de l'histoire moderne. A l'instar des autres pays du monde, les systèmes éducatifs de la région du Sahel ont été pris au dépourvu. Face à ces défis, il importe pour les pays du Sahel d'aborder ensemble et simultanément les problèmes en mettant en synergie les différentes expertises. **« C'est pourquoi, le Mali apprécie à sa juste valeur l'initiative visant à renforcer les cadres et les responsables des ministères des pays partageant beaucoup de réalités communes en matière de développement curriculaire. Je voudrais donc profiter de cette occasion pour saluer les initiatives fédératrices comme le projet "Améliorer l'enseignement dans la région du Sahel**

financé par l'Union Européenne » », le projet "EduSahel" actuellement en construction avec l'appui de la Banque Mondiale », a-t-elle souligné.

En outre, le ministre Sididé Dédéou Ousmane dira que le Mali n'est pas à sa première expérience en matière de condensation des pro-

grammes. Les crises multiples ont été l'occasion pour notre système éducatif de faire preuve de résilience, en développant des programmes condensés, avec l'aide des partenaires techniques et financiers. Et la dernière en date est l'élaboration d'un curriculum en situation de crise, en partenariat avec le Centre International d'Expertises et de Formation Education (CIEF), le Réseau d'Acteurs pour le Renouveau de l'Education (RARE) et l'accompagnement de la Coopération Suisse, des partenaires à qui je réitère mes remerciements ici. Cet atelier constitue ainsi une occasion de donner et de recevoir, et d'enrichissement mutuel entre nos différents pays. **« Les défis du rattrapage des enseignements dû à la pandémie de COVID-19 et à la crise sécuritaire sont toujours d'actualité pour nos différents pays. L'anticipation des crises éventuelles futures constitue aussi un défi à relever. Il est donc urgent et capital pour nos systèmes éducatifs d'inventer de nouvelles stratégies, d'envisager des programmes de différents formats, et de diversifier les opportunités d'apprentissage afin d'obtenir des résultats de qualité pour tous les apprenants dans différentes situations », a-t-elle renchéri.**

■ Ibrahim Sanogo



Tombouctou : Les femmes ont marché main dans la main pour célébrer leur Journée



Tombouctou a célébré la Journée Internationale des droits des Femmes (JIF), le 8 mars 23, sur le thème national : « Femmes actrices incontournables, debout pour la paix, la sécurité, la cohésion sociale, et la réconciliation au Mali ». Près d'un millier de femmes issues de différentes organisations féminines de la région étaient réunies sur la Place de l'Indépendance de la cité des 333 saints. Une mobilisation massive, afin de remettre au centre de l'attention, leurs préoccupations majeures. Selon Niamoye ALIDJI, présidente de la Coordination des associations et ONG féminines, il s'agit notamment de l'autonomisation des femmes à travers le soutien à l'entrepreneuriat et aux activités génératrices de revenus, ainsi que de la mise en œuvre de la loi 052-2015 qui institue des mesures de promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. Des messages que l'on pouvait aussi lire sur les banderoles et les pancartes lors du défilé auquel ont participé les membres de plusieurs associations féminines de Tombouctou, ainsi que le personnel civil et en uniforme de la MINUSMA. Les prises de parole au cours de la cérémonie ont permis un rappel historique sur les ori-

gines de la journée et les actes posés par les Maliennes pour la paix tout le long de l'histoire du pays. Face au Gouverneur de la région de Tombouctou, aux autorités administratives et militaires, aux notabilités traditionnelles et religieuses ainsi qu'aux chefs des différents services régionaux de l'Etat, le chef par intérim du Bureau régional de la Mission onusienne a relayé . Mamane Sani MOUSSA a également saisi cette occasion pour rappeler plusieurs réalisations concrètes financées par la MINUSMA en faveur des femmes des régions de Tombouctou et Taoudéni. Depuis son déploiement dans la région, la Mission onusienne a

consacré près 335 millions de francs CFA à la réalisation de 14 projets à Impact rapide, en faveur des femmes des Cercles de Tombouctou, Diré, Niafouké, Goundam, et de la région de Taoudéni. Ces projets portent entre autres sur la réalisation de , , sur la reconstitution du petit cheptel des groupements de femmes, ou encore sur l'aménagements de périmètre maraîcher.

La visite par les officiels des stands d'exposition de produits locaux transformés par les femmes a mis fin à cette édition 2023 de la JIF à Tombouctou.

Source : Minusma



Action humanitaire : 201 Maliens rapatriés !

Le Ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, Alhamdou AG ILYENE, a accueilli, dans la nuit du 14 au 15 mars 2023, à l'aéroport international Président Modibo KÉÏTA de Bamako, 20 compatriotes maliens dont une femme sur 46 prévus en provenance de Tunis (Tunisie).



Ces compatriotes ont regagné le pays à bord d'un vol commercial de la compagnie Royal Air Maroc, qui a atterri à 00h55mn à l'aéroport International Président Modibo Kéïta.

Ce retour a été organisé par les plus hautes Autorités du pays pour assister les compatriotes en détresse en Tunisie. L'opération est entièrement prise en charge par le Gouvernement du Mali à travers le Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine qui a mis des fonds à la disposition de l'Ambassade du Mali à Tunis pour la prise en charge alimentaire et sanitaire des intéressés.

Le Ministre, après leur avoir souhaité la bienvenue au nom des plus hautes autorités de la Transition, les a rassurés de l'accompagnement du Ministère et de ses partenaires afin

de leur permettre de regagner leurs domiciles. Le Ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine a ensuite invité les compatriotes de retour à aider le gouvernement à les aider, rappelant que la liste pour le rapatriement volontaire reste ouverte à l'Ambassade où tous ceux désireux de revenir peuvent s'y inscrire.

Le ministre a enfin procédé à la remise d'une somme symbolique à chacun des compatriotes retournés, pécule prévu pour leur permettre de regagner leur domicile.

Il faut également rappeler que c'était le troisième accueil de la journée pour le ministère et ses partenaires. Un peu plus tôt dans la journée, 149 et 32 autres compatriotes, en provenance respectivement du Niger et d'Angola, ont regagné le bercail. Ils ont été accueillis par Mme Tangara Nema Guindo, Secrétaire Gé-

nérale du Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine.

Elle avait à ses côtés M. Amara Ag Hamdouna, chargé de mission du ministère, le délégué général des Maliens de l'extérieur et l'envoyé du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur dont le Président d'honneur à Luanda, M. Kanadji, a pris les frais des billets pour les 32 Maliens démunis d'Angola.

Le vol en provenance d'Agadez est arrivé à 14h30 par un avion de Sky-Mali affrété par l'OIM, tandis que les compatriotes rapatriés d'Angola sont arrivés à bord d'un vol commercial de la compagnie Ethiopian Airlines. C'est donc au total 201 compatriotes en détresse qui ont regagné le bercail en ce jour.

■ Binadjan Dombia



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Processus électoral et les réformes politiques et administratives en cours au Mali : **Mieux intégrer la dimension genre**



Un séminaire sur l'intégration de la dimension genre dans le processus électoral et les réformes politiques et administratives en cours au Mali s'est tenu à Bamako du 28 février au 4 mars 2023. L'objectif était de contribuer à une meilleure prise en compte du genre dans ces différents processus. Des représentants de la société civile, des partis politiques, des membres du Conseil National de Transition (CNT) et de la haute administration y ont participé. Cette réflexion a abouti à la présentation d'une feuille de route soumise aux autorités maliennes. Selon la ministre de la Promotion de la

Femme, de l'Enfant et de la Famille, Founè WADIDIE COULIBALY, le séminaire « se tient dans un contexte marqué par la profonde réforme en cours entreprise par notre pays dans le cadre de la refondation de l'État. C'est donc une belle occasion à saisir pour réfléchir sur l'intégration des dynamiques genres dans ces réformes. »

La république du Mali a adopté en 2015 la loi 052-2015, qui institue des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. La Constitution du pays consacre également le principe d'égalité entre les femmes et les hommes en droits et

devoirs. Ces avancées ont permis d'obtenir de bons résultats, notamment en termes de représentation des femmes lors des élections communales de 2016 et des législatives de 2020.

L'une des principales préoccupations des femmes est la parité sur les listes électorales, pour éviter que seulement 30% des femmes soient reléguées au bas des listes. La Présidente de l'ONG WILDAF et ancienne ministre, Bintou Founè SAMAKÉ BOUARÉ, a ainsi plaidé pour des listes zébrées, une femme/un homme.

La faible représentation des femmes au niveau

des fonctions nominatives constitue un autre point important. Bien que le nombre de femmes occupant des fonctions de préfets et de sous-préfets se soit nettement amélioré en 2021, leur représentation reste faible, et les femmes peinent à atteindre les 20 % dans les fonctions nominatives, selon l'annuaire statistique sur les fonctions nominatives et électives.

Une feuille de route

Au cours des cinq jours de travaux, 300 participant(e)s ont discuté de la feuille de route. Divisée en domaines prioritaires qui précisent les rôles et les responsabilités en matière d'intégration de la dimension de genre, elle vise à renforcer le leadership politique des femmes et leur participation effective à la gouvernance et aux processus de paix, ainsi qu'à la consolidation de l'État de droit. C'est à l'issue des travaux le 4 mars qu'elle a été validée, en présence notamment du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Mali, El-Ghas-

sim WANE. Saluant l'effort consenti par les autorités maliennes et les différents acteurs, à travers la tenue de ces journées, le Chef de la MINUSMA s'est dit « confiant quant à la capacité des autorités et des femmes maliennes à mener à son terme ce processus pour une meilleure intégration de la dimension genre dans les différentes réformes en cours ». Tout en réitérant le soutien de l'ONU, M. WANE n'a pas manqué d'exhorter les femmes maliennes à « rester mobilisées afin de mener à leurs termes ces changements ».

Une démarche participative pour garantir l'atteinte de l'objectif

Les acteurs institutionnels, associatifs et universitaires, ainsi que des délégations de femmes leaders venues de toutes les régions et d'administrateurs conduites par les gouverneurs, ont participé à la réflexion. Étaient également présent(e)s, les membres du Conseil National de Transition, les mouvements signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconci-

liation, les partis politiques, les organisations de la société civile ainsi que six anciennes ministres de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Toutes et tous ont travaillé en groupe partant de leurs expériences et des communications d'éminents panélistes au cours de neuf sessions plénières et six ateliers.

Le séminaire était le fruit d'un partenariat entre les ministères de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, ainsi que de l'ONU Femme et de l'Unité Genre de la MINUSMA. Un soutien apporté par l'ONU au Mali, dans le cadre notamment des Résolutions 2640 (2022) et 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Celles-ci portent respectivement sur le Mandat de la MINUSMA ainsi que sur les Femmes, la Paix et la Sécurité.

Source : Minusma



Le referendum reporté : Le délai avec la Cédéao reste

A neuf jours de la date annoncée par le chronogramme électoral, le référendum a connu un report sine die, annoncé par le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le colonel Abdoulaye Maïga porte-parole du gouvernement. Juste un léger report, dira-t-il, lors de la conférence de presse qu'il a animée le vendredi 10 mars 2023 à son département. Le référendum reporté sine die

Le chronogramme électoral publié et négocié avec la Cédéao avait prévu le 19 mars prochain pour l'adoption référendaire d'une nouvelle Constitution dans le cadre des réformes politiques et institutionnelles. Le projet de Constitution est disponible mais le référendum devra attendre encore un peu, a annoncé le ministre d'Etat, A. Maïga lors de la conférence.

Parmi les raisons évoquées, l'attente de l'implantation totale de l'Autorité indépendante de gestion des élections (Aige), conformément au nouveau découpage administratif récemment voté par le Conseil national de transition (CNT). Il s'agit des 19 régions et 159 cercles. L'Aige doit être implantée dans toutes ces régions, cercles voire les communes afin qu'une élection puisse être tenue, a-t-il expliqué.

Le délai avec la Cédéao reste

Le ministre Maïga a promis que le délai butoir négocié avec la Cedeao ne connaîtra pas de changement avec ce report. A l'en croire, le délai sera respecté et tout a été discuté en aval avec le partenaire sous-régional. La date de mars 2024 pour la fin de la Transition demeure, à s'en tenir aux propos du ministre. "Croyez à notre crédibilité de respecter le délai de la Transition", a-t-il plaidé. Plus loin, il soutiendra que le chronogramme n'était qu'un outil de planification et qu'il pouvait connaître des changements. La seule chose qui ne va pas changer, c'est le délai négocié avec la Cédéao et les autres partenaires. "Nous sommes en phase avec la Cédéao", a-t-il fait savoir.

Des avancées majeures enregistrées

Le ministre d'Etat a laissé entendre que des avancées majeures ont été enregistrées. Il a cité 3 grandes avancées, "majeures et nécessaires" pour lui afin de réussir les réformes et aller aux élections et même faire avancer le pays. Il s'agit d'abord de la disponibilité du projet de Constitution autour duquel, le président de la Transition cherche un large consensus. Aussi la loi portant sur le découpage administratif voté par le CNT, "le Mali aura bientôt sa carte administrative attendue depuis 11 ans", a-t-il auguré. Et la 3e avancée, la carte biométrique d'identité nationale sécurisée. Aujourd'hui, la marche vers la carte biométrique est devenue une réalité et cela est un besoin mondial et sous-régional, a certifié le ministre et fixe que : "Le 31 mars systématiquement, nous procéderons à la production et la distribution des cartes des 8 millions d'électeurs". La carte biométrique remplacera la carte d'identité nationale, la carte Nina et aussi la carte d'électeur. Une économie de plus pour l'Etat malien, selon le ministre.

Koureichy Cissé
Source : Mali Tribune



Mois de ramadan approche : L'insoutenable cherté de la vie



Afin de casser la flambée des prix et d'alléger la pression, les autorités maliennes ont édicté le plafonnement du prix du kilo des céréales sèches et l'interdiction de leur exportation, du lait, de la viande bovine, outre les subventions accordées aux produits pétroliers qui mobilisent une grande partie de la manne budgétaire offerte pour parer aux tensions sociales.

À l'approche du mois sacré, les autorités multiplient les mesures pour s'assurer que les denrées alimentaires seront disponibles en

quantité suffisante et à des prix raisonnables, à travers les visites sur le terrain d'équipes de la Direction nationale du commerce et de la concurrence (DNCC).

Au Mali, s'il est un sujet qui fasse consensus entre les autorités, les partis politiques et les différentes organisations de la société civile, c'est celui de l'insoutenable cherté de la vie. Pour les produits préservés des hausses de tarif grâce aux subventions publiques, comme le lait, l'huile, la farine et la semoule, c'est le problème de leur disponibilité qui risque de se

poser avec plus d'acuité pendant le ramadan. Les autorités n'arrivent pas à venir à bout de la spéculation, en dépit des mesures répressives. De l'avis de nombreux commerçants, les prix sont orientés à la hausse, du fait de la non disponibilité en quantité importante de stocks. Les ruptures sont monnaie courante. Et la loi du marché veut que les prix flambent quand la demande est plus forte que l'offre.

Source : L'Informateur

Lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest : Le Canada investit environs 15,5 milliards FCFA

« 35 millions de dollars canadiens soit 15,5 milliards FCFA », c'est le budget alloué par le gouvernement canadien pour venir à bout de l'hydre terroriste en Afrique de l'Ouest, a révélé Anderson Blanc, ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire, au cours d'un entretien exclusif accordé à Abidjan.net.



Cet appui financier est reversé à l'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT) de Jacquerville, une structure internationale qui a pour vocation de former au niveau stratégique, opérationnel et tactique les cadres africains dans la lutte contre le terrorisme témoigne de fort belle manière des rapports "étroits et cordiaux" qu'entretiennent les deux pays.

Par ailleurs, le Canada s'implique également dans la formation des policiers et des soldats. Le diplomate canadien a d'ailleurs exprimé sa fierté de collaborer avec la Côte d'Ivoire, leader de la région dans la lutte contre le terrorisme. « **Nous sommes contributeurs, nous sommes parties prenantes, nous participons aussi en terme de formation des policiers, des soldats. Nous sommes fiers de participer avec la Côte d'Ivoire leader dans la région à combattre le terrorisme** » a-t-il ajouté.

Anderson Blanc a également évoqué la question de la guerre Russo-Ukrainienne, qui perdure depuis plus d'un an avec des conséquences "économiques et humanitaires désastreuses" et des répercussions notamment sur les pays les plus vulnérables.

« **La Russie doit cesser immédiatement**

son invasion de l'Ukraine », a-t-il souligné, en dénonçant fermement l'invasion illégale de la Russie. « **Nous sommes une démocratie donc nous collaborons fortement avec les États-Unis et l'Union européenne** », martèle le diplomate en fonction depuis septembre 2022.

Le diplomate canadien a également salué la position qu'a adoptée le gouvernement ivoirien, « **en se rangeant du côté de l'ONU et de certains pays membres de l'institution pour réclamer la cessation des hostilités et la recherche d'une solution pacifique impliquant toutes les parties prenantes** ».

Une décision qui, toujours selon lui, reflète l'attachement indéfectible de la terre d'éburie au droit international et au principe fondamental de la charte des Nations Unies.

Le Canada et la Côte d'Ivoire ont établi des relations diplomatiques depuis 1962, peu après l'indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960. Depuis lors, les deux pays collaborent fréquemment au sein d'organismes et d'organisations internationaux et multilatéraux, tels que les Nations Unies, la Francophonie et la Banque africaine de développement.

Le Canada s'investit dans la lutte contre le ter-

rorisme au moment où ce pays est cité parmi les pays exploitant les ressources minières en Afrique. Au Mali, l'entreprise B2Gold est une entreprise canadienne bien implantée dans l'extraction de l'or.

Alors que la contestation du projet de mine d'uranium de Falea connaît une pause, la phase d'exploration continue. Mieux, le canadien GoviEx Uranium qui dirigeait le projet a annoncé le 18 janvier dernier la vente de son gisement polymétallique (uranium, argent, cuivre) de Falea, dans la région de Kayes. Le projet de mine a été acheté par African Energy Metals, une autre société minière canadienne. Selon les spécialistes, cette société prendra le contrôle de la filiale en propriété exclusive de GoviEx, Delta Exploration Mali, pour une contrepartie totale de 5,5 millions de dollars. Ainsi, African Energy versera 500 000 dollars au vendeur, et émettra dans un premier temps des actions ordinaires d'une valeur de 2 millions de dollars. Si le permis de Falea est renouvelé, une émission supplémentaire d'actions de African Energy pour une valeur de 3 millions de dollars sera effectuée. Par contre, GoviEx va conserver une redevance de 3 % sur les revenus nets de fonderie.

A en croire Stephen Barley, président exécutif d'African Energy Metals le projet Falea un projet polymétallique avec une importante ressource en uranium. Aujourd'hui, moins de 5 % de la propriété a été explorée. Il y a donc un potentiel d'exploration substantiel pour l'uranium, le cuivre, l'or et l'argent. GoviEx a vendu le projet de Falea pour se concentrer sur deux autres projets plus avancés : Muntanga en Zambie et Madaouela au Niger. La société dispose d'un permis d'exploitation minière pour ces deux projets, et travaille à obtenir du financement pour construire la mine de Madaouela et la faire entrer en production en 2025.

■ Binadjan Dombia

La France entre déclin et décote en Afrique : Plus rien ne sera comme avant !

La France est plus que jamais contestée en Afrique. Une évidence. Le déclin ? Interrogeons la visite récente du président Emmanuel Macron en Afrique centrale, au travers de laquelle on aperçoit, de plus en plus, des relations sous un nouvel angle entre l'hexagone et le continent.



Échanges peu amènes voire joutes verbales entre présidents, sujets qui fâchent, volonté exprimée de rebâtir... la visite d'Emmanuel Macron en Afrique centrale a, une fois de plus, été l'occasion de revisiter l'histoire et la part de la France dans l'histoire africaine. Le tableau est sombre. La France-Afrique a vécu. Les relations sont plus que jamais tendues. Plus rien ne sera comme avant. Les plaies peinent à se cicatriser. Lors de sa visite en Centrafrique, Michel Kifinda Ngoy, journaliste d'une radio locale a interrogé Emmanuel Macron sur la responsabilité de la France dans le passé sombre de la RDC : «la France a joué un rôle pertinent dans le génocide rwandais et surtout en RDC, avec l'entrée des militaires avec armes et munitions, malgré l'opposition de l'autorité congolaise. Aujourd'hui, la RDC enregistre plus de 10 millions de morts. Comment la France compte-t-elle résoudre personnellement puisque vous étiez là et c'est vous qui avez fait entrer ces militaires ?».

Répondant à la question, le président français a déploré ce qu'il a qualifié de "raccourci" pris devant l'histoire par le journaliste, avant de reconnaître "ce qui est à reconnaître par la

France", selon lui, dans ce scénario tristement macabre en Centrafrique.

En vérité la France, d'un pays à un autre, a joué des rôles. Même si son actuel jeune président "refuse" que toute la responsabilité soit jetée sur elle. En Lybie tout comme en Côte d'Ivoire, la France est condamnée pour son évidente "ingérence" dans les affaires intérieures.

Son intervention en Lybie a occasionné la dispersion dans le Sahel de hordes de voyous surarmés avec les conséquences que l'on sait. En Côte d'Ivoire elle a joué un rôle déterminant aux élections de 2010. Elle est intervenue, prenant part encore, dans une autre histoire sombre de l'Afrique de l'ouest, dans une guerre qui laisse encore des cicatrices au bord de la Lagune Ebrié. Pas moins de 6000 morts !

Lointains ou récents, ces faits laissent des tâches indélébiles. Des traces déplorables, que l'aide française au développement en Afrique n'a pu effacer. Mais faut-il le dire en passant, c'est "aux Africains de bien gérer leurs pays" déclare urbi et orbi le président Macron, dénonçant "l'échec" des pays africains à "bâtir leur souveraineté politique, sécuritaire, alimentaire et surtout démocratique".

Oui, l'échec est surtout et d'abord démocratique. A l'image des troisièmes mandats qui ont pu fleurir en sacrifiant la sacralité des constitutions, changées dans le seul dessein de satisfaire la boulimie présidentielle du Prince du jour. Parfaite illustration : Alassane Dramane Ouattara, qui a conçu un troisième mandat lui ouvrant la voie à un quatrième voire un cinquième mandat. Et là aussi, la France a pris sa part dans l'histoire, en faisant profil bas et en accompagnant Ouattara -qui fait son affaire à elle- au grand dam des principes démocratiques universellement proclamés.

Beaucoup d'Africains demeurent encre frustrés par ce flagrant "deux poids deux mesures". Et la France, depuis, ne cesse de perdre des plumes. La perte ou la décote de son influence en Afrique impactera inéluctablement celle en Europe et dans le reste du monde. Car n'oublions pas que c'est grâce au rôle majeur que cette France "forte" jouait en Afrique que sa voix était écoutée dans le concert des nations. Déjà le Mali ne vient-il pas de la récuser devant le Conseil de sécurité ?

Ousmane Tangara
Source : Le Challenger

Migration : L'AME réclame des excuses de la part du gouvernement tunisien

Depuis les propos haineux, xénophobes et racistes du président tunisien, Kaïs Saïed, lors de la réunion de conseil de sécurité national, le 21 février 2023, accusant «les immigrés illégaux d'Afrique subsaharienne de vouloir modifier la composition démographique de la Tunisie afin d'en faire un pays africain», les migrants d'Afrique subsaharienne vivent un cauchemar en Tunisie. C'est dans ce cadre que l'Association malienne des expulsés (AME) a tenu une conférence de presse à son siège à Djélibougou, le 07 mars 2023. Accompagné du juriste de l'AME Mamadou Konaté et d'Amadou Coulibaly chargé du volet social de l'association, son président, Ousmane Diarra, a clairement fait savoir son indignation face à une migration marquée par le racisme tant intercontinental qu'intracontinental. En Occident tout comme en Afrique, les migrants en général et les migrants clandestins en particulier sont pris pour cibles par certains responsables politiques pour avoir une cote de popularité plus élevée. En prenant à témoin la presse nationale sur le phénomène, l'AME avait pour objectif, entre autres, de marquer sa protestation contre le traitement inhumain infligé aux migrants en Tunisie, d'attirer l'attention de la communauté nationale et internationale sur la situation des migrants subsahariens en Tunisie et de condamner fermement un acte qu'elle juge ignoble et digne d'un autre Siècle.

Suite à cette déclaration du Président Tunisien, les migrants subsahariens de toutes catégories (réguliers, irréguliers, étudiants, malades) ont été pris pour cibles par une partie de la population tunisienne et ont fait l'objet d'insultes, d'agression physique, d'arrestation, d'expulsion de leurs logements, de saccage de leurs biens et de racisme», a indiqué le président de l'association, en condamnant fermement le discours raciste, xénophobe et haineux du président tunisien et ses incitations à la violence contre nos compatriotes vivant en Tunisie. Et de rappeler au gouvernement tunisien son adhésion à l'Union Africaine(UA) qui est une organisation régionale promouvant le panafricanisme et l'unité africaine». Ousmane Diarra invite par ailleurs le gouvernement tunisien à présenter des excuses solennelles aux migrants subsahariens et par extension aux pays de l'Afrique subsaharienne afin de calmer les esprits et de réaffirmer son attachement aux valeurs africaines. Quant au gouvernement malien il l'exhorte à renforcer davantage les mesures de protection des Maliens établis en Tunisie et ailleurs au Maghreb et invite dans la même veine la communauté internationale à être cohérente avec elle-même en veillant au respect des droits des migrants subsahariens où qu'ils se trouvent.

Pour sa part, le chargé du volet social au sein de l'AME, Amadou Coulibaly a fait le point des rapatriements massifs survenus depuis le début de l'année. Selon lui, du 11 janvier 2023 au 5 mars 2023, on a constaté plus de 2139 migrants expulsés dont 20 femmes, 16 filles



mineures et 28 garçons mineurs. « Récemment, le 4 mars dernier, il y a eu 135 migrants retournés de Tunisie dont 25 femmes et 13 enfants. Quant au nombre de volontaires au retour enregistrés à l'ambassade du Mali en Tunisie depuis les propos déplacés du président tunisien, il s'élève à 269 personnes, selon Amadou Coulibaly, qui relève par ailleurs un total de 308 compatriotes expulsés d'Algérie. «C'est pour vous dire qu'actuellement nos compatriotes souffrent à l'extérieur. Nous invitons les autorités à prendre des mesures pour protéger plus les Maliens de l'extérieur" a-t-il conclu.

Pour le juriste de l'AME, Mamadou Konaté, le président tunisien ne devait aucunement tenir de tels propos en raison de l'engagement de la Tunisie dans beaucoup de conventions et protocoles qui protègent les droits des migrants ou qui protègent les droits de l'Homme

tout simplement. « Vous avez la charte africaine des droits de l'Homme et des peuples qui protège tous les Africains sur le continent africain. Et la Tunisie est partie prenante de cette charte. A partir du moment qu'elle est partie prenante de cette charte, ce genre de propos du président Kaïs ne devraient pas avoir lieu » a-t-il fait soutenu, en déroulant une panoplie d'autres instruments de protection des droits humains auxquels la Tunisie a souscrit : la convention contre la torture inhumaine, la convention internationale des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles, le protocole en cours de libre circulation de l'Union Africaine au sein de l'espace africain, etc.

Aly Poudiougou
Source : Le Témoin

Thierry Henry « charmant » : Une journaliste conquise

Consultant phare de la chaîne Prime Video, Thierry Henry est plébiscité par le public pour ses analyses pointues. Ses collègues sont également emballés, à l'image de Marina Lorenzo.

Cela fait désormais un an et demi que Thierry Henry commente l'actualité du football et analyse les rencontres de Ligue 1 sur l'antenne de Prime Video. L'ancienne gloire d'Arsenal y est particulièrement efficace et remporte la grande majorité des suffrages. La présence du champion du monde 1998 est également un véritable plus pour ses acolytes journalistes. Amenée à travailler avec lui, Marina Lorenzo ne tarit pas d'éloges sur

l'ex-star tricolore.

C'est d'ailleurs ce qu'elle a fait ce samedi dans les colonnes du journal L'Équipe. Celle qui a connu le désastre Médiapro et la fermeture brutale de la chaîne Téléfoot en 2021, est aujourd'hui heureuse de travailler avec Thierry Henry, elle qui en a parlé en des termes dithyrambiques. « Thierry nous facilite la tâche parce que c'est un gros bosseur. On pourrait avoir l'image d'une star qui arrive, donne son

expérience et n'en fait pas plus. Mais lui, il appelle les chefs toute la semaine pour signaler une image ou dire qu'il veut parler d'un sujet. »

« Il est facétieux, il a de l'esprit »

Passée par la case MotoGP du temps où elle exerçait chez Canal+, Marina Lorenzo a indiqué que Thierry Henry est quelqu'un d'« hyper impliqué », qui « est d'une simplicité assez déconcertante ». Visiblement ravie des talents du consultant, la quadragénaire a ajouté qu'« à l'antenne, il est facétieux, charmant, il a de l'esprit ». Totalement conquise, Marina Lorenzo a également avoué de manière plus générale qu'elle était « ravie » de son expérience chez Prime Video, elle qui est à la présentation de l'émission « Dimanche

Source : sports.fr





Bélier (21 mars - 19 avril)

Du côté de vos activités, tout devrait bien se dérouler, en dépit de quelques moments de tensions pendant lesquels vous n'hésitez pas à exprimer ouvertement votre dépit. Ce sera dommage, car on interprétera votre attitude comme un manque de motivation.

Vous aurez des adaptations budgétaires à prévoir, car votre secteur financier se retrouvera en zone instable. Difficultés à régler échéance, erreur de gestion ou débordements, vous devrez rester prudent et veiller sérieusement à votre gestion.



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'aspect entre la Lune et Uranus est excellent pour les démarches en vue d'un nouveau job. Si vous cherchez du travail ou si vous souhaitez changer de poste, comptez sur les astres pour doper votre créativité. Vous saurez marquer des points par une originale inventivité.

Vous devrez restreindre les dépenses de loisir si vous voulez pouvoir mettre de côté quelques euros en vue d'un projet à venir. Vous avez tendance à vous faire plaisir quand ça vous chante, mais entre vous faire des cadeaux et économiser, il faudra que vous choisissiez.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes très insatisfait de la situation professionnelle actuelle. Elle vous donne l'impression d'être la dernière roue du carrosse. Vous pouvez éprouver de la frustration et un sentiment d'ingratitude. Un changement de travail est la voie du salut.

Des efforts sont encore à faire, car le budget reste insuffisant. Vous devez calculer au plus près les frais liés à votre train de vie et votre trésorerie dédiée aux loisirs. Du bon sens et un peu de frustration pourraient vous aider à passer ce cap financier.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous ferez un sacré bond en avant et vous aurez de vraies chances de progresser et de renforcer votre efficacité professionnelle. À la recherche d'un emploi, exprimez des propositions, faites jouer vos réseaux, vous obtiendrez des retours intéressants.

Vous devrez suivre les contraintes de Mercure et pas question de dépenser sans compter. Elle sera douée pour accélérer vos rentrées d'argent, vous indiquer de bonnes affaires ou vous montrer comment mieux vivre avec les moyens dont vous disposerez.



Lion (22 juillet - 23 août)

Un supérieur hiérarchique vous fait confiance et vous donne l'occasion de saisir une opportunité. Cette nouvelle peut vous déstabiliser aussi, car vous n'êtes pas tout à fait prêt. Faites-vous confiance tout en réfléchissant vite face à ce choix inédit.

Ce n'est pas l'ambiance des économies, mais avec du bon sens vous pourriez freiner votre dilapidation du salaire. Ce dernier part aussitôt qu'il entre dans différentes destinations et spécialement dans les loisirs. Des joies actuelles peuvent causer des frais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ne vous énervez pas si des réponses tardent à arriver. Vérifiez que les mails sont bien envoyés et pas coincés dans les brouillons par exemple. Mercure perturbe les échanges et ralentit le tempo. Ne le laissez pas oeuvrer et redoublez de vigilance.

Ce domaine va vous obliger à la patience. Vous attendez un remboursement depuis un moment déjà et malgré les relances, vous devrez patienter encore un peu. Certes, vous avez besoin de cet argent, mais vous énerver ne fera pas avancer les choses plus vite.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

La carrière professionnelle apporte des désagréments et vous devez vous montrer très patient. Votre évolution dépend d'un concours de circonstances. La vie vous propose de remplacer une personne qui part du service. Cet imprévu tombe à point nommé.

Les jours se suivent et se ressemblent. Des frais importants concernent des factures et des paiements obligatoires. Vous devez garder une trésorerie pour les règlements utiles et peu investir peu dans les loisirs et la frustration semble inévitable.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un collègue vous mènera la vie dure. Il guettera un faux pas dans l'espoir de prendre votre place. Accrochages verbaux, malentendus ou absence totale de communication compliqueront sérieusement les choses, mais vous ne baisserez certainement pas les bras.

Cette proposition ne vous dira rien qui vaille. Vous serez surtout frileux à l'idée d'investir ou d'acheter quelque chose, car vous aurez besoin de grossir votre bas de laine pour vous sentir bien. Louper une opportunité ne vous viendra pas à l'esprit.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des changements importants risquent de vous placer dans une situation inconfortable. Uranus bouscule les habitudes. L'organisation établie n'a plus lieu d'être. On vous demande de vous adapter. Ça coince ! Mars et Mercure en carré à Uranus vous rendent mordant...

Saturne et Neptune vous aident à faire fructifier vos affaires ou vos revenus ou encore de choisir le bon placement. Vous aurez du flair ! Résistez à la poussée dépendante que risque de vous envoyer Jupiter et tout ira bien !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

C'est dans votre coin, loin du bruit et de l'agitation que vous pourrez vous concentrer pour avancer avec efficacité sur ce que vous avez à faire. Si vous travaillez de chez vous, isolez-vous par exemple en installant un coin bureau dans votre chambre.

Côté financier le climat s'annonce agréable. Vous n'êtes pas à l'abri d'une bonne surprise aujourd'hui. Ça pourra être le fait de profiter d'une grosse ristourne sur un achat impératif ou de voir une somme arriver sur votre compte. En tout cas, ça permettra de garder votre budget à flot.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des contacts avec vos collaborateurs sont en train de se transformer. Un appui d'un collègue a la possibilité de vous ouvrir des portes. Un choix crucial est en cours. N'écoutez pas la peur de l'échec, car elle pourrait empêcher une bonne coopération.

Des efforts sont à faire pour ne pas céder aux achats. Ces derniers peuvent impliquer la décoration de la maison ou bien de changer de tenue vestimentaire. Uranus en Taureau vous entraîne vers des dépenses très imprévisibles ou liées aux technologies.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos rendez-vous et les dossiers vont s'enchaîner à flux tendu. Des tensions relationnelles, des critiques ou des polémiques pourraient bien vous compliquer la tâche. Dans votre intérêt, essayez de ne pas surenchérir et préférez une attitude abordable.

Un peu de prudence sera la bienvenue, car si la chance sera sur votre chemin, une certaine insouciance pourrait occulter des réalités importantes. Ainsi prévenu, vous aurez la possibilité de réagir à temps, surtout si vous avez fait de mauvais choix.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



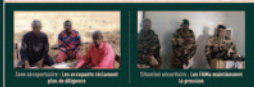
1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com